

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2019/201525]

28 FEVRIER 2019. — Décret modifiant le Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau, et instaurant une certification « Eau » des immeubles bâtis, dénommée « CertIBEau » (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Dans l'article D.187 du Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau, le paragraphe 3 est supprimé.

Art. 2. L'article 191 du Code de l'Eau est remplacé par ce qui suit :

« Art. D.191. Dans les lieux visés à l'article 227ter, § 3, lorsqu'il peut être établi que le non-respect des valeurs paramétriques, fixées conformément à l'article 185, est imputable à l'installation privée de distribution ou à son entretien, le fournisseur est tenu d'informer sans délai l'organisme chargé de l'évaluation de l'état de conformité des immeubles, tel que défini à l'article 227quater, § 1^{er}, des mesures correctrices prises en application de l'article 190. ».

Art. 3. Dans la Partie III, Titre Ier, Chapitre IV, du Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau, il est inséré, une section 1, comprenant les articles D.223 à D.227bis, intitulée :

« Section 1 - Déclaration d'utilité publique relative à l'établissement d'installations de production ou de distribution d'eau ou de collecte ou d'assainissement des eaux usées ».

Art. 4. Dans la Partie III, Titre Ier, Chapitre IV, du même Code, il est inséré une section 2, intitulée : « Certification Eau des immeubles bâtis ».

Art. 5. Dans la section 2 insérée par l'article 4, il est inséré un article D.227ter, rédigé comme suit :

« Art. D.227ter. § 1^{er}. Le Gouvernement organise une procédure de délivrance d'un document, dénommé CertIBEau, évaluant l'état de conformité des immeubles bâtis aux obligations relatives au raccordement et à l'installation privée de distribution de l'eau visées aux articles D.182, § 3, D.195 à D.207 et D.227bis et aux dispositions réglementaires prises en vertu de ceux-ci, ainsi qu'aux obligations relatives à l'évacuation et au traitement des eaux urbaines résiduaires précisées au règlement général d'assainissement visé à l'article D.218.

§ 2. L'obtention d'un CertIBEau attestant de la conformité des immeubles bâtis aux obligations visées au paragraphe 1^{er} est obligatoire avant le raccordement d'un immeuble à la distribution publique de l'eau.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, cette obligation ne s'applique pas aux raccordements provisoires à la distribution publique de l'eau pendant la durée des chantiers de construction.

L'obligation visée à l'alinéa 1^{er} s'applique aux terrains de camping non bâtis.

§ 3. L'obtention d'un CertIBEau relatif à l'installation privée de distribution est obligatoire dans les locaux et établissements où l'eau est fournie au public, dans les délais et conformément aux règles que le Gouvernement détermine.

Le Gouvernement dresse la liste des catégories de locaux et d'établissements soumis au présent paragraphe et fixe la procédure et les délais de certification des installations privées de distribution.

§ 4. Tout propriétaire d'un immeuble peut solliciter l'obtention d'un CertIBEau évaluant la conformité de celui-ci aux obligations visées au paragraphe 1^{er}.

§ 5. Le CertIBEau reste valable jusqu'à modification importante du raccordement, de l'installation privée de distribution de l'immeuble ou du raccordement de l'immeuble au dispositif d'évacuation des eaux urbaines résiduaires ou de traitement des eaux usées. Le Gouvernement détermine ce qu'il y a lieu d'entendre par modification importante.

§ 6. Dans tout acte de cession entre vifs, sous seing privé ou authentique, qu'il soit déclaratif, constitutif ou translatif, de droit réel ou personnel de jouissance de plus de neuf ans, à l'exception cependant des actes de constitution d'hypothèque et des cessions qui résultent d'un contrat de mariage ou d'une modification de régime matrimonial et des cessions qui résultent d'une convention de cohabitation légale ou d'une modification d'une telle convention, relatif à un immeuble qui a fait l'objet d'un CertIBEau, il est fait expressément mention :

- de la date d'établissement du CertIBEau;
- des conclusions contenues dans le CertIBEau;
- de la déclaration du cessionnaire reconnaissant avoir été informé de ces conclusions.

Lorsque les conclusions du CertIBEau établissent la conformité de l'immeuble aux obligations visées au paragraphe 1^{er}, il est en outre fait expressément mention dans l'acte :

- soit, de la déclaration du cédant selon laquelle, à sa connaissance, aucune modification du raccordement au réseau de distribution publique, en ce compris l'installation privée de distribution, ou du raccordement de l'immeuble au dispositif d'évacuation des eaux urbaines résiduaires ou de traitement des eaux usées n'est intervenue depuis l'établissement du CertIBEau;

- soit, de la description de la ou des modifications du raccordement au réseau de distribution publique, en ce compris l'installation privée de distribution, ou du raccordement de l'immeuble au dispositif d'évacuation des eaux urbaines résiduaires ou de traitement des eaux usées, intervenue(s) depuis l'établissement du CertIBEau.

Lorsque les conclusions du CertIBEau établissent la non-conformité de l'immeuble aux obligations légales et réglementaires visées au paragraphe 1^{er}, il est fait expressément mention dans l'acte de la déclaration du cessionnaire par laquelle il est informé du fait que l'immeuble ne répond pas à ces obligations légales et réglementaires.

§ 7. Lorsque, à l'issue de la visite de contrôle préalable à l'établissement du CertIBEau, il est constaté un danger immédiat pour la santé humaine, le certificateur agréé visé à l'article D.227quater en informe immédiatement le propriétaire de l'immeuble, le bourgmestre compétent et les agents chargés de la surveillance désignés en vertu de l'article D.140 du Livre Ier du Code de l'Environnement.

§ 8. Le tarif fixé par le certificateur visé à l'article D.227^{quater} pour l'établissement d'un CertIBEau comporte pour partie une redevance, dont le montant est fixé par le Gouvernement, afférente aux frais administratifs de fonctionnement du système de certification CertIBEau.

Le certificateur visé à l'article D.227^{quater} verse à la SPGE le montant de la redevance perçu pour chaque CertIBEau établi. ».

Art. 6. Dans la même section 2, il est inséré un article D.227^{quater}, rédigé comme suit :

« Art. D.227^{quater}. § 1^{er}. Le Gouvernement peut déléguer la mission de certification des immeubles visés à l'article D.227^{ter} à des personnes physiques ou morales agréées en qualité de certificateurs.

§ 2. Pour être agréées, les personnes visées à l'alinéa 1^{er} doivent répondre aux conditions suivantes :

1° jouir de ses droits civils et politiques, ou ne compter parmi ses administrateurs ou parmi les personnes pouvant engager l'entreprise que des personnes jouissant de leurs droits civils et politiques;

2° ne pas avoir été condamné, ou ne compter parmi ses administrateurs ou parmi les personnes pouvant engager l'entreprise aucune personne qui a été condamnée, par une décision coulée en force de chose jugée, pour une infraction au Code de l'Eau, à l'arrêté royal du 3 août 1976 portant le règlement général relatif aux déversements des eaux usées dans les eaux de surface ordinaires, dans les égouts publics et dans les voies artificielles d'écoulement des eaux pluviales, au décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement à ses arrêtés d'exécution ou à toute autre législation équivalente d'un Etat membre de la Communauté européenne;

3° ne pas avoir fait l'objet d'un retrait d'agrément dans les trois ans précédant la demande d'agrément;

4° avoir suivi avec fruit la formation prévue par le Gouvernement ou employer des personnes ayant suivi avec fruit ladite formation en nombre suffisant pour faire face au volume d'activité escompté;

5° disposer des garanties financières et disposer ou s'engager à disposer des moyens techniques permettant d'assurer les activités pour lesquelles l'agrément est demandé;

6° être couvert par un contrat d'assurance couvrant la responsabilité civile résultant des activités pour lesquelles l'agrément est demandé;

7° disposer de, ou mettre à la disposition du personnel certifié réalisant les opérations de contrôle, l'équipement technique minimal en bon état de fonctionnement;

8° s'engager à suivre des formations continues, ou s'engager à l'imposer à son personnel certifié.

Le Gouvernement est habilité à préciser ces conditions et à établir d'autres conditions d'agrément.

En cas de modification d'un des éléments visés à l'alinéa 1^{er}, le titulaire de l'agrément en avise immédiatement la S.P.G.E.

Le Gouvernement détermine la procédure d'agrément des certificateurs et les procédures de recours contre les décisions octroyant ou refusant l'agrément.

Un droit de dossier, dont le montant et les modalités de versement sont fixés par le Gouvernement, peut être demandé à toute personne qui introduit une demande d'agrément visée au présent article. Le cas échéant, le droit est réclamé à la date de la demande.

Le produit des droits de dossier est versé au Fonds pour la protection de l'environnement, section « protection des eaux » visé à l'article D.170 du Livre Ier du Code de l'Environnement.

§ 3. Le Gouvernement détermine les procédures d'agrément des centres dispensant les formations dont le suivi ou la réussite conditionnent la possibilité d'agrément des certificateurs.

Pour être agréés, les centres de formation répondent aux conditions suivantes :

1° être à même d'organiser les formations et les examens;

2° être à même d'organiser les formations continues;

3° disposer du personnel enseignant qualifié;

4° disposer des équipements techniques nécessaires au bon déroulement des formations et des examens;

5° ne pas avoir fait l'objet, moins de trois ans avant l'introduction de la demande d'agrément, d'une décision de retrait d'agrément visée au paragraphe 7.

En cas de modification d'un des éléments visés à l'alinéa 2, le titulaire de l'agrément en avise immédiatement la S.P.G.E.

§ 4. La S.P.G.E. tient à jour la liste des certificateurs agréés et des centres de formation agréés.

§ 5. Le Gouvernement peut déléguer la mission de contrôle de la qualité des rapports des certificateurs aux organismes d'assainissement compétents et aux distributeurs publics disposant eux-mêmes de l'agrément de certificateur visé au présent article. Dans ce cas, les organismes d'assainissement compétents et les distributeurs publics ne peuvent délivrer de CertIBEau.

En cas de manquements constatés, l'organisme de contrôle avertit la S.P.G.E.

§ 6. Dans le cadre de sa mission de service public prévue à l'article D.332, § 2, 9°, la S.P.G.E. est désignée comme l'autorité compétente chargée de délivrer, suspendre ou retirer un agrément à un certificateur ou à un centre de formation. Le Gouvernement précise cette mission de la S.P.G.E. dans son contrat de gestion.

§ 7. La S.P.G.E. peut suspendre ou retirer l'agrément d'un certificateur ou d'un centre de formation lorsqu'il est établi qu'il a manqué à ses obligations, au terme d'une procédure fixée par le Gouvernement prévoyant la possibilité pour la personne concernée de faire valoir ses moyens de défense par écrit et oralement.

Le Gouvernement établit la procédure de recours à l'encontre des décisions visées à l'alinéa 1^{er}. ».

Art. 7. Dans la même section 2, il est inséré un article D.227quinquies, rédigé comme suit :

« Art. D.227quinquies. § 1^{er}. Le Gouvernement organise et gère une base de données regroupant les informations contenues dans les CertIBEau.

Le Gouvernement peut confier cette mission à la S.P.G.E. et préciser cette mission par le contrat de gestion avec la S.P.G.E.. Dans un tel cas, la S.P.G.E. est, au sens de l'article 5 de la loi du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel et de l'article 4 du règlement général de protection des données 2016/679, responsable du traitement des données personnelles transmises via la plateforme informatique.

Le Gouvernement met en place une plateforme informatique qui permet au minimum, l'accès aux informations suivantes :

- 1° les coordonnées des propriétaires de l'immeuble bâti et du certificateur ayant établi le CertIBEau;
- 2° un code unique issu du numéro de compte;
- 3° le rapport de visite CertIBEau;
- 4° si tel est le cas, l'attestation que l'immeuble bâti est conforme aux obligations visées par l'article D.227ter, § 1^{er}.

§ 2. La base de données contient les CertIBEau qui y sont enregistrés par les certificateurs visés à l'article D.227quater via la plateforme informatique qui permet la collecte, la validation et la structuration des CertIBEau, ainsi que la mise à disposition des données nécessaires à l'établissement de nouveaux CertIBEau sur le même immeuble et à informer les cessionnaires lors des actes de cession visés à l'article D.227ter, § 6.

§ 3. Les finalités du traitement des données sont :

- 1° le contrôle préalable de la conformité d'un immeuble bâti avant son raccordement à la distribution publique d'eau;
- 2° la transparence à l'égard des cessionnaires, dans le cadre des cessions prévues à l'article D.227ter, § 6;
- 3° la vérification de l'état de la conformité des immeubles bâtis par rapport aux obligations relatives au raccordement et à l'installation privée de distribution d'eau et aux dispositions du règlement général d'assainissement;
- 4° la gestion des risques de contamination vers le réseau de distribution ou de détérioration de la qualité de l'eau distribuée à l'intérieure d'une habitation;
- 5° le traitement statistique de données agrégées à des fins environnementales et de caractérisation du bâti.

§ 4. Selon des modalités qui peuvent être précisées par le Gouvernement, ont accès à tout ou partie des renseignements mis à disposition et mentionnés au paragraphe 1^{er} :

- 1° le Département de l'Environnement et de l'Eau de la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement du Service public de Wallonie (DG03) dispose d'un accès à toutes les informations;
- 2° le Département de l'Énergie et du Bâtiment durable de la Direction générale opérationnelle Aménagement du territoire, Logement, Patrimoine et Énergie (DG04);
- 3° les communes qui accèdent aux données de CertIBEau des immeubles sis sur leur territoire;
- 4° les notaires et les comités d'acquisition d'immeubles qui disposent d'un accès à toutes les informations utiles à leur fonction;
- 5° les certificateurs visés à l'article D.227quater, § 1^{er}, qui disposent d'un accès limité aux seuls CertIBEau qu'ils ont établis;
- 6° les distributeurs, tels que définis à l'article D.2, 28°, qui accèdent aux données de CertIBEau des immeubles sis sur leur territoire;
- 7° la S.P.G.E. et les organismes d'assainissement agréés qui accèdent aux données de CertIBEau des immeubles sis sur leur territoire;
- 8° tout propriétaire d'un immeuble qui a fait l'objet d'un CertIBEau a accès à ses propres données.

Chaque organisme ou institution visé à l'alinéa précédent est responsable de limiter l'accès aux personnes autorisées en leur sein et de préserver la confidentialité et la sécurité des données.

§ 5. Les données d'identification des propriétaires et certificateurs des immeubles comprises dans les CertIBEau demeurent dans la base de données aussi longtemps qu'existe l'immeuble concerné.

§ 6. Les coûts liés à l'établissement et au fonctionnement de cette plateforme informatique doivent être identifiés et faire l'objet d'un accord dans le cadre du contrat de gestion établi entre le Gouvernement et la S.P.G.E. Ces coûts ne peuvent impacter le prix de l'eau.

§ 7. Le Gouvernement précise le mode de financement pour la mise en place et la gestion de cette base de données. ».

Art. 8. L'article D.287, modifié par le décret du 12 décembre 2014, du même Code, le paragraphe 1^{er} est complété par 17°, rédigé comme il suit :

« 17° Le produit du droit de dossier visé à l'article D.227quater, § 2. ».

Art. 9. Dans l'article D.288, inséré par le décret du 12 décembre 2014, du même Code, le paragraphe 1^{er} est complété par un alinéa 2, rédigé comme il suit :

« Le produit du droit de dossier visé à l'article D.227quater, § 2, est affecté à la S.P.G.E. ».

Art. 10. Dans l'article D.332, § 2, modifié en dernier lieu par le décret du 19 janvier 2017, du même Code, le paragraphe 2 est complété par un 9°, rédigé comme il suit :

« 9° délivrer, suspendre ou retirer l'agrément en qualité de certificateurs pour l'application du CertIBEau des personnes visées à l'article D.227quater, § 1^{er}, et en qualité de centres de formation visés à l'article D.227quater, § 3 ».

Art. 11. Dans l'article D.401 du Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau, le 2^o est supprimé.

Art. 12. Dans la Partie IV du Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau, il est inséré un Titre X, rédigé comme suit :

« Titre X.- Sanction des infractions communes en matière d'eaux de surface et d'eau destinée à la consommation humaine ».

Art. 13. Dans le Titre X, inséré par l'article 12, l'article D.410, abrogé par le décret du 5 juin 2008, est rétabli dans la rédaction suivante :

« D.410. Commet une infraction de troisième catégorie au sens de la Partie VIII de la partie décrétable du Livre I^{er} du Code de l'Environnement, celui qui :

- raccorde un immeuble visé à l'article D.227^{ter}, §§ 2 et 3, à la distribution publique de l'eau qui n'a pas fait l'objet d'un CertiBEau concluant à la conformité de l'immeuble;
- établit un CertiBEau sans disposer de l'agrément requis en qualité de certificateur au sens de l'article D.227^{quater};
- établit un CertiBEau dont les mentions sont non conformes à la réalité.".

Art. 14. Le présent décret entre en vigueur à la date fixée par le Gouvernement et, au plus tard, le 1^{er} janvier 2021. Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 28 février 2019.

Le Ministre-Président,

W. BORSUS

La Ministre de l'Action sociale, de la Santé, de l'Egalité des chances,
de la Fonction publique et de la Simplification administrative,

A. GREOLI

Le Ministre de l'Economie, de l'Industrie, de la Recherche, de l'Innovation,
du Numérique, de l'Emploi et de la Formation,

P.-Y. JEHOLET

Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire, des Travaux publics,
de la Mobilité, des Transports, du Bien-être animal et des Zonings,

C. DI ANTONIO

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Energie, du Climat et des Aéroports,
J.-L. CRUCKE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité, du Tourisme,
du Patrimoine et délégué à la Grande Région,

R. COLLIN

La Ministre des Pouvoirs locaux, du Logement et des Infrastructures sportives,

V. DE BUE

—————
Note

(1) Session 2018-2019.

Documents du Parlement wallon, 1271 (2018-2019) N^{os} 1 à 4.

Compte rendu intégral, séance plénière du 27 février 2019.

Discussion.

Vote.

—————
ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2019/201525]

28. FEBRUAR 2019. — Dekret zur Abänderung von Buch II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, und zur Einführung einer "CertiBEau-Zertifikat" genannten Zertifizierung der bebauten Immobilien für Wasser (1)

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen, und Wir, Wallonische Regierung, sanktionieren es:

Artikel 1 - In Artikel D.187 des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, wird Paragraph 3 gestrichen.

Art. 2 - Artikel 191 des Wassergesetzbuches wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. D.191 - An den in Artikel 227^{ter}, § 3 erwähnten Orten, wenn nachgewiesen werden kann, dass die Nichteinhaltung der gemäß Artikel 185 festgelegten Parameterwerte auf die Hausinstallation oder deren Wartung zurückzuführen ist, hat der Wasserlieferant unverzüglich die mit der Bewertung der Konformität der Immobilien beauftragte zugelassene Einrichtung, so wie sie in Artikel 227^{quater}, § 1 bestimmt ist, über die Abhilfemaßnahmen zu unterrichten, die in Anwendung von Artikel 190 ergriffen werden."

Art. 3 - In Teil III, Titel I, Kapitel IV des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, wird ein die Artikel D.223^{bis} D.227^{bis} umfassender Abschnitt 1 mit folgender Überschrift eingefügt:

"Abschnitt 1 - Gemeinnützigkeitserklärung hinsichtlich der Niederlassung von Wassergewinnungs- oder -verteilungsanlagen oder Abwassersammlungs- oder -sanierungsanlagen".

Art. 4 - In Teil III Titel I Kapitel IV desselben Buches wird ein Abschnitt 2 mit folgender Überschrift eingefügt: "Zertifizierung der bebauten Immobilien für Wasser".

Art. 5 - Es wird in den durch Artikel 4 eingefügten Abschnitt 2 ein Artikel D.227ter mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. D.227ter. § 1. Die Regierung organisiert ein Verfahren zur Aushändigung eines "CertIBeau-Zertifikat" genannten Dokuments, das die Konformität der bebauten Immobilien mit den Verpflichtungen bezüglich des Anschlusses und der Hausinstallation für Wasser im Sinne von Artikel D.182, § 3, D.195 bis D.207 und D.227bis und mit den aufgrund Letzterer angenommenen verordnungsrechtlichen Bestimmungen sowie mit den Verpflichtungen bezüglich der Ableitung und Behandlung von kommunalem Abwasser, die in der allgemeinen Sanierungsregelung im Sinne von Artikel D.218. festgelegt werden, bewertet.

§ 2. Der Erhalt eines CertIBeau-Zertifikats zur Bescheinigung der Übereinstimmung der bebauten Immobilien mit den in § 1 genannten Verpflichtungen vor dem Anschluss einer Immobilie an der öffentlichen Wasserversorgung ist obligatorisch.

In Abweichung von Absatz 1 findet diese Pflicht keine Anwendung auf die vorläufigen Anschlüsse an die öffentliche Wasserversorgung während der Dauer der Bauarbeiten.

Die in Absatz 1 genannte Pflicht findet Anwendung auf die nicht bebauten Campinggelände.

§ 3. Das Erhalten eines CertIBeau-Zertifikats für eine Hausinstallation ist obligatorisch in den Räumen und Einrichtungen, wo der Öffentlichkeit Wasser zur Verfügung gestellt wird, innerhalb der Fristen und gemäß den Regeln, die von der Regierung bestimmt werden.

Die Regierung stellt die Liste der Kategorien von Räumen und Einrichtungen auf, die dem vorliegenden Paragraphen unterliegen, und legt ein Verfahren sowie die Zertifizierungsfristen für Hausinstallationen fest.

§ 4. Jeder Eigentümer einer Immobilie kann das Erhalten eines CertIBeau-Zertifikats beantragen zur Bewertung der Übereinstimmung der Immobilie mit den in § 1 genannten Verpflichtungen.

§ 5. Das CertIBeau-Zertifikat bleibt gültig bis zur erheblichen Veränderung des Anschlusses der Hausinstallation der Immobilie oder des Anschlusses der Immobilie an die Anlage zur Ableitung des städtischen Abwassers oder zur Aufbereitung des Abwassers. Die Regierung bestimmt, was unter "erheblichen Veränderung" zu verstehen ist.

§ 6. In jeder authentischen oder privatschriftlichen Urkunde unter Lebenden, ob mit deklaratorischer, konstitutiver oder translativer Wirkung, zur Abtretung eines dinglichen oder persönlichen Nutznießungsrechts während mehr als neun Jahren, mit Ausnahme der Akten zur Bestellung einer Hypothek oder der Abtretungen infolge eines Ehevertrags oder einer Abänderung des ehelichen Güterstands und der Abtretungen infolge einer Vereinbarung über das gesetzliche Zusammenwohnen oder einer Abänderung einer solchen Vereinbarung, bezüglich einer Immobilie, das Gegenstand eines CertIBeau-Zertifikats gewesen ist, wird das Folgende ausdrücklich angegeben:

- das Datum der Erstellung des CertIBeau-Zertifikats;
- die in dem CertIBeau-Zertifikat enthaltenen Schlussfolgerungen;
- die Erklärung des Übernehmers, der anerkennt, dass er von diesen Schlussfolgerungen informiert worden ist.

Wenn die Schlussfolgerungen des CertIBeau-Zertifikats die Übereinstimmung der Immobilie mit den in Paragraph 1 erwähnten Verpflichtungen bestätigen, wird außerdem in der Akte Folgendes ausdrücklich angegeben:

- entweder die Erklärung des Abtretenden, nach welcher seinem Wissen nach keine Veränderung des Anschlusses an das öffentliche Verteilernetz, einschließlich der Hausinstallation, oder des Anschlusses der Immobilie an die Anlage zur Ableitung des städtischen Abwassers oder Aufbereitung des Abwassers seit der Erstellung des CertIBeau-Zertifikats stattgefunden hat;

- oder die Beschreibung der bzw. der Veränderungen des Anschlusses an das öffentliche Verteilernetz, einschließlich der Hausinstallation, oder des Anschlusses der Immobilie an die Anlage zur Ableitung des städtischen Abwassers oder Aufbereitung des Abwassers, die seit der Erstellung des CertIBeau-Zertifikats stattgefunden hat bzw. haben;

Wenn im CertIBeau-Zertifikat zur Nichtübereinstimmung der Immobilie mit den in § 1 genannten gesetzlichen und verordnungsmäßigen Bestimmungen geschlussfolgert wird, wird in der Akte die Erklärung des Übernehmers ausdrücklich angegeben, nach welcher er informiert ist, dass das Gebäude diesen gesetzlichen und verordnungsmäßigen Bestimmungen nicht genügt.

§ 7. Wenn nach der Kontrollbesichtigung, die vor der Erstellung des CertIBeau-Zertifikats stattfindet, festgestellt wird, dass eine sofortige Gefahr für die menschliche Gesundheit vorliegt, informiert der in Artikel D.227quater erwähnte anerkannte Zertifizierer sofort den Eigentümer der Immobilie, den zuständigen Bürgermeister und die aufgrund von Artikel D.140 des Buchs I des Umweltgesetzbuches bestellten, mit der Überwachung beauftragten Bediensteten davon.

§ 8. Der von dem in Artikel D.227quater erwähnten Zertifizierer für die Erstellung eines CertIBeau-Zertifikats festgesetzte Tarif umfasst zum Teil eine Gebühr, deren Betrag von der Regierung festgesetzt wird, für die administrativen Betriebskosten des CertIBeau-Zertifizierungssystems.

Der in Artikel D.227quater erwähnte Zertifizierer zahlt der SPGE (Öffentlichen Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung) den Betrag der Gebühr ein, die für jedes erstellte CertIBeau-Zertifikat bezogen wird..

Art. 6 - In denselben Abschnitt 2 wird ein Artikel D.227quater mit folgendem Wortlaut eingefügt:

« Art. D.227quater. § 1^{er}. Die Regierung kann natürliche oder juristische Personen als Zertifizierer mit der Aufgabe der Zertifizierung der Immobilien nach Artikel D.227ter beauftragen.

§ 2. Um zugelassen zu werden, müssen die in Absatz 1 erwähnten Personen die folgenden Bedingungen erfüllen:

1° im Besitz der zivilen und politischen Rechte sein oder unter ihren Verwaltungsratsmitgliedern oder den Personen, die im Auftrag des Unternehmens Verbindlichkeiten eingehen dürfen, nur Personen zählen, die im Besitz ihrer zivilen und politischen Rechte sind;

2° für einen Verstoß gegen das Wassergesetzbuch, den Königlichen Erlass vom 3. August 1976 zur allgemeinen Regelung bezüglich der Ableitung des Abwassers in gewöhnliches Oberflächenwasser, öffentliche Kanalisationen und künstliche Ableitwege für Regenwasser, das Dekret vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung, dessen Ausführungserlasse oder jegliche andere gleiche Gesetzgebung eines Mitgliedstaates der Europäischen Gemeinschaft

nicht selber durch einen rechtskräftigen gerichtlichen Beschluss verurteilt worden sein oder unter ihren Verwaltungsratsmitgliedern oder den Personen, die im Auftrag des Unternehmens Verbindlichkeiten eingehen dürfen, keine Person zählen, die derart verurteilt worden;

3° nicht Gegenstand eines Entzugs der Zulassung innerhalb von drei Jahren vor der Beantragung der Zulassung gewesen sein;

4° die von der Regierung vorgesehene Ausbildung erfolgreich absolviert haben oder eine zur Deckung des erwarteten Tätigkeitsvolumens ausreichende Anzahl Personen beschäftigen, welche die besagte Ausbildung erfolgreich absolviert haben;

5° über finanzielle Garantien verfügen und über technische Mittel verfügen, oder sich verpflichten, über solche Mittel zu verfügen, um die Tätigkeiten, für welche die Zulassung beantragt wird, gewährleisten zu können;

6° durch einen Versicherungsvertrag gedeckt sein, der die zivilrechtliche Haftung im Zusammenhang mit den Tätigkeiten abdeckt, für die die Zulassung beantragt wird;

7° über die minimale technische funktionsfähige Ausrüstung verfügen oder sie dem zertifizierten Personal, das die Kontrollmaßnahmen ausführt, zur Verfügung stellen;

8° sich verpflichten, an Fortbildungen teilnehmen oder sich verpflichten, ihrem zertifizierten Personal die Teilnahme an solchen Fortbildungen aufzuerlegen.

Die Regierung ist befugt, diese Bedingungen näher zu bestimmen und andere Zulassungsbedingungen festzulegen.

Im Falle einer Veränderung eines der in Absatz 1 erwähnten Elemente benachrichtigt der Inhaber der Zulassung sofort die S.P.G.E.

Die Regierung bestimmt das Zulassungsverfahren der Zertifizierer und die Beschwerdeverfahren gegen die Entscheidungen zur Gewährung oder Ablehnung der Zulassung.

Es können von jeder Person, die einen Zulassungsantrag nach vorliegendem Artikel einreichen, Bearbeitungsgebühren, deren Betrag und Zahlungsmodalitäten durch die Regierung festgelegt werden, verlangt werden. Ggf. werden die Gebühren am Tag des Antrags verlangt.

Das Aufkommen der Bearbeitungsgebühren wird dem Fonds für den Umweltschutz, Abteilung "Wasserschutz" nach Artikel D.170 von Buch I des Umweltgesetzbuches eingezahlt.

§ 3. Die Regierung bestimmt die Zulassungsverfahren der Zentren, die die Ausbildungen erteilen, deren Teilnahme oder Absolvierung eine Bedingung für eine mögliche Zulassung der Zertifizierer ist.

Um zugelassen zu werden müssen die Ausbildungszentren folgende Bedingungen erfüllen:

1° imstande sein, die Ausbildungen und Prüfungen zu veranstalten;

2° imstande sein, die Fortbildungen zu veranstalten;

3° über qualifizierte Lehrkräfte verfügen;

4° über die zum guten Ablauf der Ausbildungen und Prüfungen notwendigen technischen Ausrüstungen verfügen,

5° weniger als drei Jahre vor der Einreichung des Zulassungsantrags nicht Gegenstand einer Entscheidung zum Entzug der Zulassung nach § 7 gewesen sein.

Im Falle einer Veränderung eines der in Absatz 2 erwähnten Elemente benachrichtigt der Inhaber der Zulassung sofort die S.P.G.E.

§ 4. Die S.P.G.E. führt eine aktualisierte Liste der zugelassenen Zertifizierer und der zugelassenen Ausbildungszentren.

§ 5. Die Regierung kann die zuständigen Sanierungseinrichtungen und die öffentlichen Verteiler, die selbst die Zulassung als Zertifizierer im Sinne des vorliegenden Artikels haben, mit der Kontrolle der Qualität der Berichte der Zertifizierer beauftragen. In diesem Fall dürfen die zuständigen Sanierungseinrichtungen und die öffentlichen Verteiler keinen CertIBeau-Zertifikat erteilen.

Bei festgestellten Verstößen benachrichtigt die Prüfstelle die S.P.G.E.

§ 6. Im Rahmen ihrer Aufgabe des öffentlichen Dienstes im Sinne von Artikel D.332, § 2, Ziffer 9° ist die S.P.G.E. als zuständige Behörde bestellt, um einem Zertifizierer oder einem Ausbildungszentrum eine Zulassung zu erteilen, aufzuheben oder zu entziehen. Die Regierung bestimmt diese Aufgabe der S.P.G.E. in ihrem Geschäftsführungsvertrag näher.

§ 7. Die S.P.G.E. kann die Zulassung eines Zertifizierers oder eines Ausbildungszentrums aufheben oder entziehen, wenn feststeht, dass er bzw. es seine Verpflichtungen versäumt hat, nach einem von der Regierung bestimmten Verfahren, in dem für die betroffene Person die Möglichkeit vorgesehen ist, ihre Verteidigungsgründe schriftlich oder mündlich gelten zu lassen.

Die Regierung bestimmt das Beschwerdeverfahren gegen die in Absatz 1 erwähnten Entscheidungen."

Art. 7 - In denselben Abschnitt 2 wird ein Artikel D.227*quinquies* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

« Art. D.227*quinquies*. § 1. Die Regierung organisiert und verwaltet eine Datenbank, in der die in den CertIBeau-Zertifikaten enthaltenen Informationen gesammelt werden.

Die Regierung kann diese Aufgabe der S.P.G.E. anvertrauen und diese Aufgabe durch den Geschäftsführungsvertrag mit der S.P.G.E. näher bestimmen. In einem solchen Fall ist die S.P.G.E. im Sinne von Artikel 5 des Gesetzes vom 30. Juli 2018 zum Schutz natürlicher Personen bei der Verarbeitung personenbezogener Daten und von Artikel 4 der Allgemeinregelung zum Datenschutz 2016/679, verantwortlich für die Verarbeitung der über die Informatikplattform übertragenen persönlichen Daten.

Die Regierung führt eine Informatikplattform ein, die mindestens den Zugang zu den folgenden Informationen erlaubt:

1° die Personalien der Eigentümer der bebauten Immobilie und des Zertifizierers, der das CertIBeau-Zertifikat erstellt hat;

2° ein eindeutiger Code, der sich aus der Nummer des Zählers ergibt;

3° der Besuchsbericht CertIBeau;

4° wenn es der Fall ist, die Bescheinigung, dass die bebaute Immobilie mit den in Artikel D.227ter, § 1 erwähnten Anforderungen übereinstimmt.

§ 2. Die Datenbank enthält die CertIBeau-Zertifikate, die von den in Artikel D.227quater erwähnten Zertifizierern in der Datenbank eingetragen werden, und zwar über die Informatikplattform zur Sammlung, Validierung und Strukturierung der CertIBeau-Zertifikate, sowie zur Zurverfügungstellung der notwendigen Daten, um neue CertIBeau-Zertifikate für dieselbe Immobilie zu erstellen und um die Übernehmer bei in Artikel D.227ter, § 6 genannten Abtretungsgeschäften zu informieren.

§ 3. Die Datenverarbeitung hat folgende Zwecke:

1° vorherige Kontrolle der Übereinstimmung einer bebauten Immobilie vor ihrem Anschluss an die öffentliche Wasserverteilung;

2° die Transparenz für die Übernehmer im Rahmen der in Artikel D.227ter, § 6 vorgesehenen Abtretungen;

3° die Überprüfung des Stands der Übereinstimmung der bebauten Immobilien mit den Anforderungen hinsichtlich des Anschlusses und der Hausinstallation für Wasser und den Bestimmungen der allgemeinen Sanierungsregelung;

4° die Verwaltung der Gefahren einer Verseuchung in dem Verteilernetz oder der Beschädigung der Qualität des in einer bebauten Immobilie verteilten Wassers;

5° die statistische Verarbeitung von Daten, die zu Umweltzwecken und zur Charakterisierung der Bausubstanz aufgenommen werden.

§ 4. Nach Modalitäten, die von der Regierung näher bestimmt werden können, haben die folgenden Personen Zugang zu den gesamten oder einen Teil der in § 1 erwähnten, zur Verfügung gestellten Auskünfte:

1° die Abteilung Umwelt und Wasser der operativen Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt des Öffentlichen Dienstes der Wallonie (DG03) verfügt über einen Zugang zu den gesamten Informationen;

2° die Abteilung Energie und nachhaltige Gebäude der operativen Generaldirektion "Raumordnung, Wohnungswesen, Erbe und Energie" (DG04);

3° alle Gemeinden, die zu den Daten der CertIBeau-Zertifikate aller Gebäude, die auf ihrem Gebiet gelegen sind, Zugang haben;

4° die Notare und Immobilienerwerbskomitees, die einen Zugang zu allen für ihre Funktion nützlichen Informationen haben;

5° die in Artikel D.227quater, § 1 erwähnten Zertifizierer, deren Zugang auf die von ihnen erstellten CertIBeau-Zertifikate begrenzt ist;

6° die Verteiler im Sinne von Artikel D.2, Ziffer 28°, die Zugang zu den Daten von CertIBeau-Zertifikaten für auf ihrem Gebiet gelegene Immobilien haben;

7° die S.P.G.E. und die zugelassenen Sanierungseinrichtungen, die Zugang zu den Daten der CertIBeau-Zertifikaten für auf ihrem Gebiet gelegene Gebäude haben;

8° Jeder Eigentümer einer Immobilie, die Gegenstand eines CertIBeau-Zertifikats gewesen ist, hat Zugang zu seinen eigenen Daten.

Jedes Organ oder jede Einrichtung, das bzw. die in dem vorigen Paragraphen genannt wird, ist dafür verantwortlich, den Zugang auf die befugten Personen in ihrer Mitte zu begrenzen und die Geheimhaltung und Sicherheit der Daten zu bewahren.

§ 5. Die in den CertIBeau-Zertifikaten enthaltenen Identifizierungsdaten der Eigentümer und Zertifizierer der Immobilien bleiben in der Datenbank, solange das betroffene Gebäude besteht.

§ 6. Die mit der Erstellung und dem Funktionieren dieser Informatikplattform müssen identifiziert werden und Gegenstand einer Einigung im Rahmen des Geschäftsführungsvertrags zwischen der Regierung und der S.P.G.E. sein. Diese Kosten dürfen nicht den Wasserpreis beeinflussen.

§ 7. Die Regierung bestimmt den Finanzierungsmodus für den Einsatz und die Verwaltung dieser Datenbank."

Art. 8 - Artikel D.287 § 1 desselben Buches, abgeändert durch das Dekret vom 12. Dezember 2014, wird um eine Ziffer 17° mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"17° dem Aufkommen der Bearbeitungsgebühren im Sinne von Artikel D.227quater, § 2."

Art. 9 - In Artikel D.288 desselben Buches, abgeändert durch das Dekret vom 12. Dezember 2014, wird § 1 um einen Absatz 2 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Das Aufkommen der Bearbeitungsgebühren im Sinne von Artikel D.227quater, § 2 wird der S.P.G.E. zugewiesen. ».

Art. 10 - In Artikel D.332, § 2 desselben Buches, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 19. Januar 2017, wird § 2 um eine Ziffer 9° mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"die Zulassung als Zertifizierer für die Anwendung des CertIBeau-Zertifikats von den in Artikel D.227quater, § 1 erwähnten Personen und als Ausbildungszentren der in Artikel D.227quater, § 3 erwähnten Ausbildungszentren zu erteilen, aufzuheben oder zu entziehen"

Art. 11 - In Artikel D.401 des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, wird Ziffer 2° gestrichen.

Art. 12 - In Teil IV des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, wird ein Titel X mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Titel X - - Sanktionen für die gewöhnlichen Verstöße im Bereich der Oberflächenwasser und des für den menschlichen Gebrauch bestimmtes Wasser

Art. 13 - In Titel X, eingefügt durch Artikel 12 wird Artikel D.410, aufgehoben durch das Dekret vom 5. Juni 2008, in der folgenden Fassung wiederhergestellt:

"Art. D.410 - Begeht einen Verstoß der dritten Kategorie im Sinne des Teils VIII des dekretalen Teils des Buchs I des Umweltgesetzbuches, wer:

- eine in Artikel D.227ter, §§ 2 und 3 erwähnte Immobilie, die nicht Gegenstand eines CertIBeau-Zertifikats zur Bescheinigung der Konformität der Immobilie gewesen ist, an die öffentliche Wasserversorgung anschließt;

- ein CertIBeau-Zertifikat erstellt, ohne über die erforderliche Zulassung als Zertifizierer im Sinne von Artikel D.227^{quater} zu verfügen;
- ein CertIBeau-Zertifikat erstellt, dessen Vermerke der Sachlage nicht entsprechen.“

Art. 14 - Das vorliegende Dekret tritt an dem von der Regierung festgelegten Datum und spätestens am 1. Januar 2021 in Kraft.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 28. Februar 2019

Der Ministerpräsident

W. BORSUS

Die Ministerin für soziale Maßnahmen, Gesundheit, Chancengleichheit,
den öffentlichen Dienst und die administrative Vereinfachung

A. GREOLI

Der Minister für Wirtschaft, Industrie, Forschung, Innovation, digitale Technologien,
Beschäftigung und Ausbildung

P.-Y. JEHOLET

Der Minister für Umwelt, den ökologischen Wandel, Raumordnung, öffentliche Arbeiten,
Mobilität, Transportwesen, Tierschutz und Gewerbegebiete

C. DI ANTONIO

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Energie, Klima und Flughäfen

J.-L. CRUCKE

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten,
Tourismus, Denkmalschutz, und Vertreter bei der Großregion

R. COLLIN

Die Ministerin für lokale Behörden, Wohnungswesen und Sportinfrastrukturen

V. DE BUE

—
Fußnote

(1) Sitzungsperiode 2018-2019.

Dokumente des Wallonischen Parlaments, 1271 (2018-2019) Nrn. 1 bis 4.

Ausführliches Sitzungsprotokoll, Plenarsitzung vom 27. Februar 2019.

Diskussion.

Abstimmung.

—
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2019/201525]

28 FEBRUARI 2019. — Decreet tot wijziging van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, en tot invoering van een certificering "Water" voor bebouwde onroerende goederen, "CertIBeau" genoemd (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. In artikel D.187 van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, vervalt paragraaf 3.

Art. 2. Artikel 191 van het Waterwetboek wordt vervangen door wat volgt :

"Art. D.191. Wanneer op de in artikel 227^{ter}, § 3, bedoelde plaatsen kan worden vastgesteld dat de niet-inachtneming van de overeenkomstig artikel 185 vastgelegde parameterwaarden toe te schrijven is aan de privé-installatie voor waterdistributie of aan het onderhoud daarvan, stelt de leverancier de instelling belast met de beoordeling van de conformiteit van de gebouwen, zoals bepaald in artikel 227^{quater}, § 1, onmiddellijk in kennis van de overeenkomstig artikel 190 genomen herstelmaatregelen. ».

Art. 3. In Deel III, Titel I, Hoofdstuk IV, van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, wordt een afdeling 1 ingevoegd, houdende de artikelen D.223 tot en met R.227^{bis}, luidend als volgt :

"Afdeling 1 - Verklaring van openbaar nut betreffende installaties voor waterproductie of -distributie of voor de verzameling of sanering van afvalwater".

Art. 4. In Deel III, Titel I, Hoofdstuk IV, van hetzelfde Hoofdstuk, wordt een afdeling 2 ingevoegd, luidend als volgt : Certificering "Water" voor bebouwde onroerende goederen.

Art. 5. In afdeling 2, ingevoegd bij artikel 4, wordt een artikel D.227^{ter} ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. D.227^{ter}. § 1. De Regering organiseert een procedure voor de afgifte van een document, CertIBeau genoemd, ter beoordeling van de conformiteit van bebouwde onroerende gebouwen met de verplichtingen met betrekking tot de in de artikelen D.182, § 3, D.195 tot D.207 en D.227^{bis} bedoelde aansluiting en particuliere waterdistributie-installatie en de krachtens deze artikelen genomen wettelijke bepalingen, alsook met de verplichtingen betreffende het afvoeren en de behandeling van stedelijk afvalwater vermeld in het algemene reglement ter sanering van het stedelijke afvalwater bedoeld in artikel D.218.

§ 2. Het verkrijgen van een CertIBEau ter bevestiging van de conformiteit van de bebouwde onroerende gebouwen met de verplichtingen bedoeld in paragraaf 1 is verplicht vóór de aansluiting van een gebouw op openbare waterdistributie.

In afwijking van het eerste lid, is deze verplichting niet van toepassing op voorlopige aansluitingen op openbare waterdistributie tijdens de duur van bouwwerven.

De verplichting bedoeld in het eerste lid is toepasselijk op onbebouwde kampeerterrinen.

§ 3. Het verkrijgen van een CertIBEau met betrekking tot de privé-installatie voor waterdistributie is verplicht in lokalen en inrichtingen waar het publiek van water wordt voorzien, binnen termijnen en overeenkomstig regels die door de Regering worden vastgesteld.

De Regering bepaalt de lijst van de categorieën lokalen en inrichtingen die onder de bepalingen van deze paragraaf vallen, en bepaalt een procedure en termijnen voor de certificering van de privé-installaties voor distributie.

§ 4. Elke eigenaar van een onroerend goed kan verzoeken om een CertIBEau ter beoordeling van de conformiteit ervan met de verplichtingen bedoeld in paragraaf 1.

§ 5. Het CertIBEau blijft geldig tot ingrijpende wijziging van de aansluiting, van de privé-installatie voor waterdistributie van het onroerend goed of van de aansluiting ervan op het afvoersysteem van stedelijk afvalwater of de behandeling ervan. De Regering bepaalt wat verstaan moet worden onder « ingrijpende wijziging ».

§ 6. In elke akte onder de levenden, ongeacht of hij onderhands of authentiek is, in elke akte van overdracht, ongeacht of hij een akte van aanwijzing, oprichting of overdracht is van een zakelijk recht of van een persoonlijk genotsrecht van meer dan negen jaar, evenwel met uitzondering van de akten tot vestiging van een hypotheek en de overdrachten die voortspruiten uit een huwelijkscontract of uit de wijziging van een huwelijkstelsel en van de overdrachten die voortspruiten uit een wettelijk samenlevingscontact of uit de wijziging van een dergelijke overeenkomst, met betrekking tot een onroerend goed dat het voorwerp heeft uitgemaakt van een CertIBEau, moeten uitdrukkelijk worden vermeld :

- de datum van het opstellen van het CertIBEau;
- de conclusies vervat in het CertIBEau;
- de verklaring van de overdrager dat hij in kennis is gesteld van deze conclusies.

Wanneer de conclusies van CertIBEau op de conformiteit van het onroerend goed met de in paragraaf 1 bedoelde verplichtingen wijzen, wordt in de akte ook uitdrukkelijk vermelding gemaakt:

- hetzij, van de verklaring van de overdrager waaruit blijkt dat, voor zover hem bekend, sinds de opstelling van het "CertIBEau", geen wijziging is opgetreden in de aansluiting op het openbare distributienet, met inbegrip van de privé distributie-installatie, of in de aansluiting van het onroerend goed op het afvoersysteem van stedelijk afvalwater of de behandeling ervan;

- hetzij, van de beschrijving van de wijziging(en) in de aansluiting op het openbare distributienet, privé distributie-installatie inbegrepen, of in de aansluiting van het onroerend goed op het afvoersysteem van stedelijk afvalwater of de behandeling ervan, opgetreden sinds de opstelling van het "CertIBEau".

Wanneer de conclusies van CertIBEau op de non-conformiteit van het onroerend goed met de in paragraaf 1 bedoelde wettelijke en reglementaire verplichtingen wijzen, wordt in de akte uitdrukkelijk melding gemaakt van de verklaring van de overdrager waarbij hij op de hoogte wordt gebracht dat het onroerend goed aan deze wettelijke en reglementaire verplichtingen niet voldoet.

§ 7. Wanneer, aan het einde van het voorafgaande controlebezoek aan de inrichting van het CertIBEau, een onmiddellijk gevaar voor de menselijke gezondheid wordt vastgesteld, stelt de in artikel D.227^{quater} bedoelde erkende certificeerder de eigenaar van het onroerend goed, de bevoegde burgemeester en de krachtens artikel D.140 van Boek I van het Milieuwetboek aangewezen toezichthoudende ambtenaren onmiddellijk in kennis daarvan.

§ 8. Het door de in artikel D.227^{quater} bedoelde certificeerder vastgestelde tarief voor het opstellen van een CertIBEau omvat gedeeltelijk een vergoeding, waarvan het bedrag door de Regering wordt vastgesteld, betreffende de administratieve werkingskosten van het CertIBEau-certificatiesysteem.

De certificeerder bedoeld in artikel D.227^{quater} stort aan de "SPGE" het bedrag van de toelage geïnd voor elk opgesteld "CertIBEau".

Art. 6. In dezelfde afdeling 2, wordt een artikel D.227^{quater} ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. D.227^{quater}. § 1. De Regering kan de certificeringsopdracht van de onroerende goederen bedoeld in artikel D.227^{ter} toevertrouwen aan natuurlijke of rechtspersonen die erkend worden als certificeerders.

§ 2. Om te worden erkend, moeten de personen bedoeld in het eerste lid voldoen aan de volgende voorwaarden :

1° van zijn burgerlijke en politieke rechten genieten, of onder de bestuurders of personen die de vennootschap kunnen binden, enkel personen tellen die hun politieke en burgerlijke rechten genieten;

2° niet veroordeeld zijn, of, onder de bestuurders of personen die de vennootschap kunnen binden, geen enkele persoon tellen die veroordeeld is bij een beslissing die in kracht van gewijsde is getreden wegens een inbreuk op het Waterwetboek, op het koninklijk besluit van 3 augustus 1976 houdende algemeen reglement voor het lozen van afvalwater in de gewone oppervlaktewateren, in de openbare riolen en in de kunstmatige afvoerwegen voor regenwater, op het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning en de uitvoeringsbesluiten ervan of op elke andere gelijkwaardige regelgeving van een Lidstaat van de Europese Unie;

3° niet het voorwerp hebben uitgemaakt van een intrekking van de erkenning binnen de drie jaar voorafgaand aan de aanvraag tot erkenning;

4° de opleiding bedoeld bij de Regering met vrucht hebben gevolgd of een voldoende aantal personen in dienst nemen die bedoelde opleiding met vrucht hebben gevolgd om het verwachte activiteitenvolume te halen;

5° beschikken over financiële garanties en beschikken over of zich ertoe verbinden te beschikken over voldoende technische en menselijke middelen zodat de activiteiten waarvoor de erkenning wordt aangevraagd, worden gewaarborgd;

6° door een verzekeringsovereenkomst gedekt zijn ter dekking van de burgerlijke aansprakelijkheid voortvloeiend uit de activiteiten waarvoor een erkenning wordt aangevraagd;

7° beschikken over, of ter beschikking stellen van het gecertificeerde personeel dat de controlehandelingen uitvoert, van de minimale technische uitrusting in goede staat van werking;

8° zich ertoe verbinden permanente opleidingen te volgen, of zich ertoe verbinden bedoelde opleidingen op te leggen aan het gecertificeerde personeel.

De Regering is bevoegd om deze voorwaarden nader te bepalen en andere erkenningsvoorwaarden vast te stellen.

Bij wijziging van een van de elementen bedoeld in het eerste lid, verwittigt de houder van de erkenning onmiddellijk de "S.P.G.E."

De Regering bepaalt de erkenningsprocedure voor de certificeerders en de beroepsprocedures tegen de beslissingen tot toekenning of weigering van de erkenning.

Een dossier, waarvan het bedrag en de stortingsvoorwaarden door de Regering worden vastgesteld, kan worden aangevraagd aan elke persoon die een aanvraag tot erkenning bedoeld in dit artikel indient. In voorkomend geval wordt het recht op de datum van de aanvraag vereist.

De opbrengst van de rechten van het dossier wordt gestort aan het Fonds voor de bescherming van het leefmilieu, afdeling "waterbescherming" bedoeld in artikel D.170 van Boek I van het Milieuwetboek.

§ 3. De Regering bepaalt de erkenningsprocedures van de centra die de opleidingen verstrekken die gevolgd moeten worden of waarvoor geslaagd moet worden met het oog op de erkenningsmogelijkheid van de certificeerders.

Om te worden erkend, moeten de opleidingscentra voldoen aan de volgende voorwaarden :

1° in staat zijn om de opleidingen en examens te organiseren;

2° in staat zijn om de doorlopende opleidingen te organiseren;

3° beschikken over gekwalificeerd onderwijspersoneel;

4° beschikken over de nodige technische uitrustingen voor het vlotte verloop van de opleidingen en examens;

5° minder dan drie jaar voor de indiening van de erkenningsaanvraag niet het voorwerp hebben uitgemaakt van een besluit tot erkenningsintrekking bedoeld in paragraaf 7.

Bij wijziging van een van de elementen bedoeld in het tweede lid, verwittigt de houder van de erkenning onmiddellijk de "S.P.G.E."

§ 4. De lijst van de erkende certificeerders en erkende opleidingscentra wordt door de "S.P.G.E." bijgehouden.

§ 5. De Regering kan de controleopdracht met betrekking tot de kwaliteit van de rapporten van de certificeerders overdragen aan de bevoegde saneringsinstellingen en openbare maatschappijen, die zelf de in dit artikel bedoelde erkenning van certificeerder hebben. In dit geval mogen de bevoegde saneringsinstellingen en de openbare maatschappijen geen CertIBEau afgeven.

Bij vastgestelde tekortkomingen verwittigt de controleinstelling de "S.P.G.E."

§ 6. In het kader van zijn opdracht van openbare dienst bedoeld in artikel D.332, § 2, 9°, wordt de "S.P.G.E." aangewezen als bevoegde overheid belast met het verlenen, de schorsing of de intrekking van een erkenning aan een certificeerder of aan een opleidingscentrum. De Regering bepaalt deze opdracht van de "S.P.G.E." in haar beheersovereenkomst.

§ 7. De "S.P.G.E." kan de erkenning van een certificeerder of van een opleidingscentrum schorsen of intrekken wanneer wordt vastgesteld dat hij zijn verplichtingen niet is nagekomen, na een procedure die door de Regering wordt vastgesteld die voorziet in de mogelijkheid voor de betrokken persoon om zich schriftelijk en mondeling te verdedigen.

De Regering bepaalt de beroepsprocedure tegen de beslissingen bedoeld in het eerste lid."

Art. 7. In dezelfde afdeling 2, wordt een artikel D.227quinquies ingevoegd, luidend als volgt:

"" Art. D.227quinquies. § 1. De Regering zorgt voor de organisatie en het beheer van een databank met de informatie van het CertIBEau.

De Regering kan deze opdracht toevertrouwen aan de "S.P.G.E." en deze opdracht nader bepalen via de beheersovereenkomst met de "S.P.G.E.". In een dergelijk geval is de "S.P.G.E.", in de zin van artikel 5 van de wet van 30 juli 2018 betreffende de bescherming van natuurlijke personen met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens en artikel 4 van de algemene verordening gegevensbescherming 2016/679, verantwoordelijk voor de verwerking van persoonsgegevens die via het computerplatform worden doorgegeven.

De Regering stelt een computerplatform op dat ten minste toegang geeft tot de volgende informatie :

1° de gegevens van de eigenaars van het bebouwd onroerend goed en van de certificeerder die het CertIBEau heeft opgesteld;

2° een unieke code uit het meternummer;

3° het bezoekverslag CertIBEau;

4° in dat geval, het bewijs fat het bebouwd gebouw conform is met de verplichtingen bedoeld bij artikel D.227ter, § 1.

§ 2. De database bevat de "CertIBEau" die erin zijn opgenomen door de certificeerders bedoeld in artikel D.227quater via het computerplatform dat de verzameling, de goedkeuring en de structurering van de "CertIBEau" mogelijk maakt, alsook de terbeschikkingstelling van de nodige gegevens voor het opstellen van nieuwe "CertIBEau" voor hetzelfde onroerend goed en om de overdragers op de hoogte ervan te brengen bij de akten van overdracht bedoeld in artikel D.227ter, § 6.

§ 3. De doeleinden van de verwerking van de gegevens zijn de volgende :

1° de voorafgaande controle van de conformiteit van een bebouwd roerend goed vóór de aansluiting ervan op de openbare waterdistributie;

2° de openbaarheid ten opzichte van de overdragers, in het kader van de overdrachten bedoeld in artikel D.227ter, § 6;

3° de verificatie van de staat van conformiteit van de bebouwde roerende goederen met de verplichtingen met betrekking tot de aansluiting en de privé-installatie voor waterdistributie en de bepalingen van het algemeen zuiveringsreglement;

4° het beheer van de risico's van verontreiniging van het distributienet of van beschadiging van de kwaliteit van het binnen een woning gedistribueerde water;

5° de statistische behandeling van geaggregeerde gegevens met milieudoeleinden en karakterisering van het bebouwd gedeelte.

§ 4. Overeenkomstig de modaliteiten die door de Regering kunnen worden bepaald, hebben toegang tot alle of een deel van de informatie die in paragraaf 1 wordt vermeld en ter beschikking wordt gesteld :

1° het Departement Leefmilieu en Water van het Operationeel directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van de Waalse Overheidsdienst (DGO3) dat over een toegang tot alle informatie beschikt;

2° het Departement Energie en Duurzaam Gebouw van het Operationeel Directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Huisvesting, Erfgoed en Energie (DGO4);

3° de gemeenten die toegang hebben tot de gegevens van de "CertIBEau" van de onroerende goederen gelegen op hun grondgebied;

4° de notarissen en de aankoopcomité's van onroerende goederen die toegang hebben tot alle nuttige informatie voor hun functie;

5° de certificeerders bedoeld in artikel D.227quater, § 1, die enkel een beperkte toegang hebben tot de "CertIBEau" die ze hebben opgesteld;

6° de verdelers, zoals omschreven in artikel D.2, 28°, die toegang hebben tot de gegevens van "CertIBEau" van de onroerende goederen gelegen op hun grondgebied;

7° de "S.P.G.E." en de erkende saneringsinstellingen die toegang hebben tot de gegevens van de "CertIBEau" van de onroerende goederen gelegen op hun grondgebied;

8° elke eigenaar van een onroerend goed dat het voorwerp heeft uitgemaakt van een "CertIBEau" heeft toegang tot zijn eigen gegevens.

Elk organisme of elke instelling bedoeld in het vorige lid heeft de verantwoordelijkheid om de toegang van de gemachtigde personen in hun midden te beperken en om de vertrouwelijkheid en de beveiliging van de gegevens te bewaren.

§ 5. De identificatiegegevens van de eigenaars en certificeerders van de onroerende goederen vermeld in de "CertIBEau" blijven in de databank zolang het betreffende gebouw bestaat.

§ 6. De kosten in verband met de oprichting en de werking van dit IT-platform moeten worden vastgesteld en het voorwerp uitmaken van een overeenkomst in het kader van het beheerscontract tussen de Regering en de "S.P.G.E.". Deze kosten kunnen geen invloed hebben op de prijs van het water.

§ 7. De Regering bepaalt de wijze van financiering voor de invoering en het beheer van deze databank."

Art. 8. Paragraaf 1 van artikel D.287, gewijzigd bij het decreet van 12 december 2014, van hetzelfde Wetboek, wordt aangevuld met een punt 17°, luidend als volgt :

"17° De opbrengst van het dossierrecht bedoeld in artikel D.227quater, § 2."

Art. 9. Paragraaf 1 van artikel D.288, ingevoegd bij het decreet van 12 december 2014, van hetzelfde Wetboek, wordt aangevuld met een tweede lid, luidend als volgt :

"De opbrengst van het dossierrecht bedoeld in artikel D.227quater, § 2 wordt bestemd aan de "S.P.G.E."."

Art. 10. Paragraaf 2 van artikel D.332, § 2, laatst gewijzigd bij het decreet van 19 januari 2017, van hetzelfde Wetboek, wordt aangevuld met een punt 9°, luidend als volgt :

"9° het verlenen, de opschorsing of de intrekking van de erkenning als certificeerders voor de toepassing van het "CertIBEau" van de personen bedoeld in artikel D.227quater, § 1, en als opleidingscentra bedoeld in artikel D.227quater, § 3".

Art. 11. In artikel D.401 van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, wordt het punt 2° opgeheven.

Art. 12. In Deel IV van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, wordt een Titel X ingevoegd, luidend als volgt :

“Titel X. — Sanctie voor de gewone overtredingen inzake oppervlaktewater en water dat voor menselijk verbruik bestemd is”.

Art. 13. In Titel X, ingevoegd bij artikel 12, wordt artikel D.410, opgeheven bij het decreet van 5 juni 2008, hersteld in de volgende lezing :

“D.410. Een overtreding van derde categorie in de zin van Deel VIII van het decreetgevend gedeelte van Boek I van het Milieuwetboek wordt begaan door degene die :

- een onroerend goed bedoeld in artikel D.227ter, §§ 2 en 3, op de openbare waterdistributie aansluit, dat niet het voorwerp heeft uitgemaakt van een “CertiBEau” waarbij tot de conformiteit van bedoeld goed wordt besloten;
- een “CertiBEau” opstelt zonder de vereiste erkenning als certificeerder in de zin van artikel D.227quater;
- een “CertiBEau” opstelt waarvan de vermeldingen niet overeenstemmen met de werkelijkheid.”.

Art. 14. Dit decreet treedt in werking op de door de Regering bepaalde datum en uiterlijk 1 januari 2021.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 28 februari 2019.

De Minister-President

W. BORSUS

De Minister van Sociale Actie, Gezondheid, Gelijke Kansen,
Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,

A. GREOLI

De Minister van Economie, Industrie, Onderzoek, Innovatie,
Digitale Technologieën, Tewerkstelling en Vorming,

P.-Y. JEHOLET

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening, Openbare Werken,
Mobiliteit, Vervoer, Dierenwelzijn en Industriezones,

C. DI ANTONIO

De Minister van Begroting, Financiën, Energie, Klimaat en Luchthavens,
J.-L. CRUCKE

De Minister van Landbouw, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden,
Toerisme, Erfgoed en afgevaardigd bij de Grote Regio,

R. COLLIN

De Minister van de Plaatselijke Besturen, Huisvesting en Sportinfrastructuur,

V. DE BUE

Nota

(1) Zitting 2018-2019.

Stukken van het Waalse Parlement 1271 (2018-2019) Nrs. 1 tot 4.

Volledig verslag, plenaire vergadering van 27 februari 2019.

Bespreking.

Stemming.

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2019/201518]

21 FEVRIER 2019. — Arrêté du Gouvernement wallon instaurant une assurance contre le risque de perte de revenus pour cause de perte d'emploi ou d'incapacité de travail

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon du logement et de l'habitat durable, l'article 14, § 4, 6°, 5 et 7, modifié par le décret du 17 juin 2017;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 janvier 1999 instaurant une assurance contre le risque de perte de revenus pour cause de perte d'emploi ou d'incapacité de travail;

Vu l'arrêté ministériel du 22 février 1999 portant exécution des articles 4, § 2, et 5, § 3, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 janvier 1999 instaurant une assurance contre le risque de perte de revenus pour cause de perte d'emploi ou d'incapacité de travail;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 8 octobre 2018;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 11 octobre 2018;

Vu le rapport du 8 octobre 2018 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;